



PLAN ELECTRIFICATION DU GOUVERNEMENT

100 % libres
...100 % vous !

Le plan électrification ne réussira que si le Gouvernement fait preuve de cohérence

Alors que l'épisode de chaleur exceptionnellement précoce que nous venons de connaître en France, conjugué à l'hypothèse d'un super El Niño en 2026, laisse entrevoir une possible accélération du réchauffement climatique, la décarbonation de nos sociétés s'impose comme un impératif à la fois urgent et vital, que la CFE Énergies partage pleinement. Elle partage tout autant l'exigence de souveraineté énergétique et la nécessité de réduire nos dépendances aux importations d'énergie.

C'est dans ce contexte que le Premier Ministre a dévoilé le plan gouvernemental d'électrification des usages, la même semaine où les électriciens célébraient les 80 ans d'Électricité de France.

Si on ne prend que l'exemple du secteur des transports, secteur fortement émetteur de gaz à effet de serre, développer le fret ferroviaire et l'électromobilité, qu'elle soit légère ou lourde, permet à la fois de réduire notre consommation d'énergies fossiles importées et de diminuer les émissions de CO₂. L'exemple des transports illustre ainsi que les objectifs de cette électrification peuvent être partagés, tout comme la nécessité de développer les gaz bas-carbone produits de manière souveraine.

Mais si elle en partage les objectifs, la CFE Énergies n'en rappelle pas moins que le volontarisme aujourd'hui affiché par le Gouvernement n'a de sens que s'il s'inscrit dans une cohérence globale et durable.

Cohérence fiscale d'abord. Comme l'ont souligné messieurs Jean-Bernard Levy et Thierry Tuot dans leur récent rapport, à l'instar de la Commission européenne, la réussite de l'électrification suppose un allègement de la fiscalité pesant sur l'électricité. Sur ce point, la CFE Énergies attend du Gouvernement un cap clair et cohérent.

Cohérence politique ensuite. Un véritable plan d'électrification ne saurait se réduire à un chapelet de mesures. Il doit reposer sur une vision globale qui englobe l'ensemble des secteurs et intègre l'enjeu des infrastructures, notamment les réseaux électriques, dont le développement conditionne la réussite de l'électrification des usages. La stratégie gouvernementale en matière de décarbonation des transports et de développement de fret ferroviaire, qui est toujours attendue, est à ce titre essentielle.

Surtout, la CFE Énergies considère que la réussite du défi de l'électrification repose sur deux conditions structurantes, au nom de la cohérence énergétique.

Tout d'abord, le Gouvernement doit, par ses choix de politique énergétique, garantir aux Français qu'ils disposeront, dans la durée, d'une électricité fiable et disponible, comme c'est le cas depuis 80 ans. Ceci suppose d'assurer la pilotabilité et donc la résilience du système électrique, malgré la complexification croissante de sa gestion sous l'effet du

développement massif des productions électriques intermittentes et décentralisées, dont le black-out ibérique de 2025 constitue l'illustration.

Ensuite, c'est la compétitivité de l'électricité qui conditionnera le succès de l'électrification. Cela implique d'optimiser les coûts complets du système électrique, dans l'esprit de ce que les électriciens d'EDF, sous l'égide de Marcel Boiteux, ont su faire jusqu'à l'ouverture des marchés.

La CFE Énergies appelle donc le Gouvernement à veiller, dans ses choix, à ne pas provoquer une dérive des coûts complets du système électrique, ni une inflation des coûts d'équilibrage du système électrique, ni une accumulation des coûts échoués, surcoûts qui ne doivent pas être supportés par les consommateurs mais plutôt par les acteurs à l'origine de ces déséquilibres.

C'est à ces conditions que les Français pourront s'engager pleinement et durablement dans la voie de l'électrification. Car si l'électrification est la voie à suivre, elle exige de la rigueur, et pas seulement du volontarisme.